

ANALYSE 2009

Des murs mitoyens pour une paix juste



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Des murs mitoyens pour une paix juste

« *Voici que je me tiens à la porte et que je frappe... Où vais-je dormir ce soir ?* » Telle est l'éternelle question du nomade, du pèlerin, du voyageur, du réfugié... Telle est l'éternelle question de celui qui est loin de l'espace où il demeure. Quatre murs, un toit, c'est un abri. Même s'il est inconfortable, fragile, c'est un refuge où l'on peut s'arrêter, se restaurer, se reposer avant de repartir. Etre « dans ses murs » permet aussi de partager la protection, le refuge, le repas. L'hospitalité est une culture commune des trois religions abrahamiques – le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Passant de l'individuel au collectif, l'abri se fait ville fortifiée. Jérusalem, Saint-Jean d'Acre derrière leurs murs d'enceinte épais, témoignent de ce temps où, le soir venu, les portes des villes étaient soigneusement closes, ceux du dehors étant considérés avec méfiance voire hostilité. Car le mur qui protège peut très vite devenir le mur qui sépare, divise... Bâtir des murs qui permettent de s'abriter sans exclure est une construction longue et ardue. Emmanuel Lévinas affirmait : « *L'hospitalité universelle doit servir d'horizon à la cohabitation entre les hommes. C'est elle qui justifie et encourage les initiatives de paix* ».

Mais en Israël et Palestine aujourd'hui, les murs que l'on voit dans les villes et les campagnes sont des murs qui séparent. On y rencontre toutefois des hommes et des femmes qui refusent de se laisser emprisonner et s'engagent chaque jour à ouvrir des brèches pour se parler, se comprendre et parvenir à la paix.

Pax Christi Wallonie-Bruxelles souhaite montrer qu'ils existent, pour que se diffuse largement la conviction que la paix doit sans délai être atteinte, en commençant par le respect des conventions et du droit international.

Des ruines dans l'herbe folle

Etre à l'abri, chez soi, c'est le sentiment qu'ont éprouvé de très nombreux Juifs, le 14 mai 1948, quand Israël a déclaré son indépendance. Pour de très nombreux Palestiniens, au contraire, cette date marque le début de l'errance, de la dépossession, de l'exil. C'est la Nakba, la catastrophe. Ainsi, au Nord d'Israël, en Haute Galilée, s'étend une vaste « réserve naturelle ». La région est splendide, très verte, plantée de vieux arbres d'où résonnent les chants des oiseaux. Les touristes s'acquittent d'un droit d'entrée et se promènent, au calme. Les guides touristiques font grand cas des ruines d'une « ancienne synagogue » - selon certains historiens, il s'agit d'un temple romain. Un peu à l'écart, une ancienne église dont les guides ne disent pas grand chose. Cette église, c'était celle de Bihram, un village créé par des maronites libanais sous l'empire ottoman. En 1948, le village comptait 1.050 habitants, implantés là depuis des générations, vivant de leurs terres. Ils ont été chassés de chez eux et ont dû fuir : les uns sont allés vers la Jordanie, les autres vers une ville à quelques kilomètres. Un petit chemin, en contrebas de l'église, mène aux ruines du village. Des morceaux de murs en pierre, des fenêtres à arcades surgissent parmi les herbes folles. « *C'était mon village, explique l'homme¹. Et là, c'était ma maison. Voici le puits* ». Il écarte une pierre et l'eau apparaît. Il raconte son enfance, montre son école, évoque l'arrivée des soldats, l'espoir, l'angoisse, le départ. Il raconte simplement, calmement et sa détermination est impressionnante : « *Notre terre et notre église sont sacrées. Bihram est le premier mot que*

¹ Ce témoignage, comme les autres présentés dans cette analyse, a été recueilli au cours d'un voyage d'information, de découvertes et de solidarité réalisé en avril 2009 par une délégation de Pax Christi Wallonie-Bruxelles et Justice et Paix.

nous apprenons à nos enfants. Nous ne renoncerons jamais » affirme-t-il. A force de se battre, les anciens habitants de Bihram qui vivent dans les environs ont obtenu le droit de retourner dans leur église pour célébrer les fêtes religieuses et les mariages, celui d'enterrer leurs morts dans le cimetière. En justice, les habitants de la première génération ont obtenu le droit de se réinstaller... avec deux descendants (« *Mais que faire de nos autres enfants ?* ») dans des maisons construites sur un modèle unique !

Retrouver ses murs

Encore l'autorisation du retour était-elle conditionnée à un renoncement aux terres, l'Etat acceptant de leur louer quelques terrains ! Les habitants de Bihram ont voulu y voir un droit au retour implicite. Alors le vieil homme revient malgré tout, soigne ses arbres. Les anciens et leurs enfants continuent d'espérer, parient sur le fait qu'une démocratie soit établie, espèrent l'aide internationale... Il dit : « *Les Juifs ont attendu 2.000 ans avant de revenir. J'espère ne pas devoir attendre aussi longtemps* »...

Cette attente fervente du retour sur sa terre, dans ses murs, ils sont nombreux à la partager en Cisjordanie, dans le Golan... Après l'indépendance d'Israël, des centaines de villages ont été rasés ou occupés. Leurs anciens habitants ont fui à l'étranger, d'autres sont restés dans des localités voisines, d'autres encore se sont entassés dans des camps de réfugiés ouverts par les Nations-Unies. Ils y sont toujours aujourd'hui. Ainsi au camp de Dheisheh, proche de Bethléem, 3.000 familles sont entassées dans un espace réduit. Elles sont originaires de 450 villages dont les Israéliens se sont emparés en 1948. Pendant quatorze ans, elles ont vécu sous des tentes. Puis, des maisons « en dur » ont été érigées. Encore faut-il s'entendre sur le mot : faits de matériaux bon marché, les murs laissent passer les sons : « *L'intimité fait cruellement défaut dans ce camp*, explique un jeune responsable du comité de gestion. *Le camp ne peut s'étendre. Alors quand un enfant se marie, les familles ajoutent une pièce, un étage si c'est possible. Mais tout communique, tout s'entend et tout le monde sait ce qui se passe chez ses voisins. C'est une source de tension* ». La situation est semblable au camp de Balata, à Naplouse. En 1952, 5.000 réfugiés venus de Jaffa et d'Haïfa y ont été rassemblés. Aujourd'hui, ils sont 25.000, entassés sur un km² dans ce camp aux ruelles étroites, cruellement dépourvu d'infrastructures. Une polyclinique, gérée par l'UNRWA² et ouverte de 8 à 13 h seulement, 4 écoles, également organisées par l'UNRWA, pour 4.500 élèves qui ont cours soit le matin, soit l'après-midi dans des classes d'environ 45 élèves... Pax Christi s'insurge évidemment contre cette situation.

Laisser passer le vent qui vient...

Tous veulent rentrer dans les villages dont ils se revendiquent et dont certains n'existent plus. S'ils quittent le camp, ils perdent le statut de réfugiés et le droit au retour. Et d'ailleurs, où aller ? Le chômage est important dans les camps depuis que les Israéliens empêchent les Palestiniens de venir travailler à Jérusalem. Ils n'ont pas d'argent pour s'en aller, pour construire ailleurs. Et ce serait renoncer à 60 ans de lutte pour le retour, ce que la plupart ne peuvent accepter. La délégation de l'UNRWA fait ce qu'elle peut mais c'est une agence d'assistance, désarmée qui ne peut empêcher l'Etat d'Israël d'imposer sa loi. Comme partout ailleurs dans le monde, les réfugiés sont plutôt mal considérés, y compris par leurs pairs. Et pourtant ces pauvres parmi les pauvres sont opiniâtres. Des comités citoyens, élus, organisent des activités pour les jeunes, les femmes... Ils tentent de tisser des liens sociaux, d'endiguer la violence qui naît inévitablement de la promiscuité. A Balata, le comité prime chaque année

² UNRWA (United Nations Relief and Works Agency)

les trois meilleurs élèves de chaque école pour encourager la scolarité. A Dheisheh, le comité a créé un centre culturel, organisé un groupe de danses traditionnelles de grande qualité. Enfermés sans horizon, filles et garçons dansent les rites de la terre, des récoltes, dansent la guerre et la destruction et puis l'espoir de voir venir la lumière et la paix. Et puis, il y a les contacts, si importants pour des gens enfermés : « *Nous ne pouvons pas partir, un jour peut être, Inch Allah. ! Mais quand vous venez, vous apportez un vent d'ailleurs, vous nous faites exister aux yeux du monde, vous pouvez raconter...* ».

D'infranchissables remparts

Partout, à Bethléem, Hébron, Naplouse et Saknin, dans tous les territoires occupés, cette même fierté de l'hospitalité palestinienne, ce même désir d'accueillir, nombreux, des visiteurs qui peuvent témoigner de l'autre côté des infranchissables remparts. Car même si tous les Palestiniens ne sont pas dans des camps, tous sont enfermés. En 2002, le gouvernement israélien a commencé à édifier le Mur qu'il appelle «barrière de sécurité» et que les Palestiniens vivent comme un apartheid. A certains endroits, comme à Bethléem, c'est un mur en béton haut de huit mètres qui enferme et étouffe. A d'autres, ce sont des fossés, des clôtures hérissées de fils de fer barbelés. A peine un cinquième de ce Mur respecte le tracé de la ligne verte, la ligne de démarcation de 1949. La Cour internationale de Justice a estimé cette construction illégale au regard du droit international³. Mais rien n'y fait... Le Mur est là qui sépare 300.000 paysans de leurs terres, qui divise des familles, qui entrave la circulation. Et il n'y a pas que le Mur. Il y a aussi, par centaines, les tranchées, les clôtures, les obstacles sur les routes, les check points... recensés par OCHA⁴ dont les cartes et relevés sont impressionnants.

« *La Palestine est morcelée comme une peau de léopard. Chaque ville est entourée d'obstacles et encerclée par des colonies. Ici, elles ont été construites après Oslo et sont totalement illégales. Leur présence impose de longs chemins de détours pour aller d'une ville à l'autre...* » dénonce Jihan Anastas, responsable du Centre pour la paix de Bethléem. Membre du conseil municipal durant plus de huit ans, elle a travaillé avec une députée israélienne dans le cadre d'une mission parlementaire. Des liens forts se sont noués. Mais, la dernière fois qu'elles se sont vues, c'était par dessus une clôture de barbelés et des soldats en armes les ont empêchées de s'étreindre et de s'embrasser.

Le cœur isolé de la Palestine

Bethléem, Beit Jala, Hébron au sud de la ville trois fois sainte, Ramallah et Naplouse au nord... Autant de villes pour qui Jérusalem était le centre autour duquel tout tournait. Palestiniens musulmans et chrétiens y avaient tous peu ou prou de la famille, y allaient faire des courses, s'y rendaient pour les fêtes afin de prier les uns à la Mosquée Al-Aqsa ou au Dôme du Rocher, les autres à la Basilique du Saint-Sépulcre ou dans une des nombreuses églises des différentes confessions qui trouvent asile dans le quartier chrétien. Tout cela est interdit aujourd'hui. Les femmes –musulmanes et chrétiennes- de l'*Arab Educational Institute* (AEI), une association affiliée à Pax Christi international, n'ont pas assez de mots pour dénoncer cette lente asphyxie de leur vie. « *Ils veulent nous gâcher la vie et, ainsi nous forcer à partir* » constatent-elles avec tristesse. Le travail de l'AEI est de tisser des liens, de rendre du sens et ainsi de lutter contre les départs et contre le désespoir.

³ Avis consultatif de juin 2004

⁴ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Occupied Palestinian territory

D'autres associations font ce même travail de lien, de recherche de sens, de recherche de la sérénité pour les enfants de Naplouse ou d'Hébron ébranlés par la répression violente de la seconde intifada. Là-bas, pour ne pas risquer leur vie, les soldats israéliens dédaignaient les rues de la vieille ville et se frayaient un passage en passant de maison en maison en cassant les murs...

A Jérusalem Est aussi, la situation se dégrade. « *Jérusalem paie un grand prix. Pour nous, c'est le cœur de la Palestine, mais il est isolé*, dénonce encore Jihan Anastas. *Aujourd'hui, c'est Silwan que l'on détruit. Que fait le monde ? Pourquoi ne fait-on pas appliquer la loi internationale ?* »

Les murs invisibles

Et puis, il y a ces milliers d'hommes emprisonnés sans raison particulière, parce qu'ils passaient au mauvais endroit au mauvais moment. Enfermés au cœur des ténèbres, ils constituent les « stocks de prisonniers » qu'Israël échange contre ses soldats capturés. Ils restent en prison, sans jugement, sans procès, parfois deux ou trois ans, sans savoir pourquoi. Et sont libérés un jour, sans savoir pourquoi. Et puis encore, tous ceux qui sont à jamais sous les pierres. A Arabe, non loin de Nazareth, Aseel Assleh a été tué par la police israélienne durant la seconde intifada. Il avait 17 ans et portait le tee shirt de l'ASBL « Semences de paix » qui organisait des séjours aux USA pour de jeunes Israéliens et Palestiniens. Dynamique, bon élève, il avait été sélectionné pour partir. Ce jour-là, assis sous un olivier, il regardait une manifestation. C'était en septembre 2000. Depuis les parents tentent d'obtenir justice. Sans plus d'espoir, mais sans renoncer...

Ils se battent contre les murs invisibles, mais tellement puissants, de la peur et de la haine de l'autre. Ils se battent sans violence mais avec une exceptionnelle détermination. Comme se battent sans violence, avec les mots du droit et les gestes de la guérison, des milliers de femmes et d'hommes qui tentent de soigner, guérir, reconforter, restaurer le droit contre l'arbitraire. Ils sont Palestiniens, Druzes, Israéliens aussi. « *La paix mettra fin à la tragédie palestinienne, mais aussi à la tragédie israélienne. Peut être nous fera-t-elle même plus de bien qu'à eux car nous perdons notre âme dans ce conflit* » affirme Joseph Al Ghazi qui fut l'une des grandes plumes du quotidien Haaretz. Aujourd'hui retraité, il reste actif et signe encore des chroniques sans concession. Né à Alexandrie, il a vécu là-bas, dans un quartier populaire, la richesse de la multi-culturalité. C'est comme cela qu'il conçoit Israël. Le dialogue n'est donc pas rompu et reste possible. C'est primordial.

Des interstices dans le mur

Deux Etats pour deux peuples, c'est le vœu de beaucoup de gens, d'un côté comme de l'autre du mur. C'est aussi le vœu des Rabbins pour la paix qui, à Jérusalem Est, luttent jour après jour pour que soient respectés les droits des Palestiniens. Régulièrement, la haute silhouette de leur responsable, Arik Ascherman, se dresse devant les bulldozers de l'armée, venus détruire des maisons à Jérusalem Est. Et depuis 1988, ces religieux agissant de manière pacifiste vont dans les écoles rappeler l'enseignement de la Torah sur le respect des arbres fruitiers et dire leur conviction que la Terre promise peut abriter deux peuples... Ils ne sont qu'une centaine, minoritaires parmi les religieux mais porteurs d'espoir pour la paix. Comme le sont aussi tous ces jeunes de l'université de Bir Zeith qui, dans les territoires occupés, aspirent à vivre en paix : « *Tous les Israéliens ne sont pas violents*, affirme une jeune étudiante. *Avec ceux-là, je peux vivre s'ils reconnaissent notre Etat. Tous, nous voulons vivre, voyager, étudier à l'étranger, travailler, créer une famille* » proclame-t-elle. Ces étudiants ont l'énergie et le dynamisme de la jeunesse et ne demandent que le respect de leur droit. Une responsable d'Oxfam, à Jérusalem depuis plusieurs années, estime que beaucoup de jeunes Israéliens qui

ont servi dans l'armée, se posent des questions. « *Toutefois, ils n'osent pas le dire car ils ont peur d'être stigmatisés et traités de mauvais Juifs* » explique-t-elle.

En conclusion

Le chemin vers la paix sera très long encore. Si long que certains désespèrent de le voir aboutir. Pourtant, il existe de minces interstices dans le mur : la musique des jeunes élèves d'Al Kamandjati s'y faufile à Ramallah ; les actions non violentes de « *The library on wheels for non-violence and peace* » à Hébron, les corps reconstruits et les vies sauvées à la « *Bethléem arab society for rehabilitation* » du Dr Edmund Shehadeh, sont autant de petites lumières qui passent entre les lézardes du Mur...

Il revient à chacun de faire entendre cette musique, de porter ces lumières. C'est ce qu'ils demandent, dans chaque ville, lors de chaque rencontre : « Dites ce que vous avez vu et demandez au monde de faire respecter les conventions ». Faire respecter les conventions, c'est également ce que demande Pax Christi Wallonie-Bruxelles à nos dirigeants et membres des Nations-Unies. Pour qu'un jour existe un mur devenu mitoyen, entre deux Etats en paix.

Anne-Marie Pirard,
membre du groupe Proche-Orient
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Juin 2009

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel

Signes des Temps de juin 2009